

Y en a point comme nous

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2012)**

Heft 1960

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024636>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

corbeille à cadeaux.

Là est l'épreuve. Le problème de politique extérieure se double d'une redistribution des cartes intercantonale.

Le groupe Pelli a déjà annoncé qu'il demanderait des allègements fiscaux dans des domaines qui intéressent les entreprises. Inévitablement, la vieille revendication d'abolir le droit d'émission, survivant du droit de timbre. Sont annoncées des déductions particulières pour encourager l'innovation. La liste est quasi-faite. Coûteuse. Le soutien à Widmer-Schlumpf se fera

sous conditions.

Politique

La révision du droit cantonal peut passer pour un problème technique. Or, il est de dimension politique. Si les cantons voient diminuer leurs ressources, si des allègements fiscaux sont obtenus, sans discrimination, dans d'autres domaines, ces pertes seront portées au budget.

Le budget doit être durablement équilibré. Il est utilisé au paiement des services publics (sécurité, éducation, ...) dont a besoin

l'organisation sociale.

Chacun peut être appelé à contribuer à son équilibre, y compris les plus modestes. Qui paiera les allègements du groupe Pelli?

Les organisations de gauche, parti socialiste, syndicats, quelle réaction au groupe Pelli? Et le Conseil fédéral laissera-t-il croire que la question est d'abord technique? Il doit donner à ce débat sa véritable dimension. Et sans grandiloquence le mettre dans une perspective qui soit à la mesure de l'enjeu.

Y en a point comme nous

Jean-Daniel Delley • 26 juin 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20932>

Ce qu'Ueli Maurer a omis de dire dans son interview à «Die Zeit»

Ah la belle assurance de notre ministre de la défense! Dans une [interview](#)¹² à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* (21 juin), Ueli Maurer dresse le portrait de sa Suisse rêvée: «*Nous sommes tout simplement le modèle du succès. Nous sommes la meilleure économie du monde. Tout le monde admire notre démocratie, nous sommes un pays plein de vertus. Nous sommes à vrai dire le modèle d'avenir*».

La Suisse est victime de son succès, affirme le magistrat. Si les pressions économiques

et politiques auxquelles nous avons à faire face se font plus fortes, c'est qu'on en veut à notre argent. Ces attaques ne font que refléter le marasme de l'Europe qui a besoin d'un bouc émissaire pour détourner l'attention de ses propres difficultés.

Ueli Maurer se garde bien d'évoquer l'une des vertus à la base de ce succès: la Suisse s'est fait une spécialité du recel du patrimoine illicite des chefs d'Etat prédateurs de leurs peuples et des contribuables fuyant leurs obligations fiscales.

Prenons l'exemple de la Grèce dont nous observons à distance la descente aux

enfers. En somme ce n'est pas notre affaire, mais celle de l'Europe. Dans sa dernière chronique (*Tages-Anzeiger*, 19 juin), Rudolf Strahm note que le secrétariat d'Etat aux questions financières internationales est dans l'incapacité de connaître la fortune grecque déposée en Suisse, faute de base légale. Alors que nous enregistrons avec méthode veaux, vaches, cochons. En effet, les données de la Banque nationale ne concernent que les avoirs en compte auprès des banques helvétiques qui, en 2011, ont passé de 1500 à 4310 millions de francs. Pour le seul mois de mai dernier, 5

milliards d'euros ont quitté la Grèce pour la Suisse. A quoi il faut ajouter les dépôts et sommes dans les coffres, ainsi que les fortunes confiées à des gérants. Même sous une forme agrégée et anonymisée, il est impossible de connaître l'importance de ces montants. Alors que le fisc grec estime à 45 milliards d'euros le montant des impayés d'impôts.

Ce n'est pas à notre argent qu'en veulent nos voisins, Monsieur Maurer, mais au leur: celui que leurs contribuables mettent à l'abri de notre secret bancaire et qui contribue à notre prospérité. Celui que les sociétés multinationales, appâtées par notre sous-enchère fiscale et nos généreuses remises d'impôts, soustraient au fisc de leurs pays d'origine. Où est la vertu

dans ce recel?

L'an prochain, Ueli Maurer pourrait accéder à la présidence de la Confédération. On n'ose imaginer le florilège d'images d'Epinal qu'il débitera en cette qualité. A moins que ses collègues, conscients qu'il n'entretient qu'un rapport très distendu avec la réalité, ne le placent sous haute surveillance.

La Suisse jusqu'au cou dans la crise européenne

Joëlle Kuntz • 28 juin 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20941>

L'initiative de l'UDC pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple et la crise d'identité du fédéralisme helvétique

Lorsque la *Weltwoche* oppose les Romands jouisseurs aux Alémaniques travailleurs, elle décline à la façon helvétique un lieu commun universel: il y a partout des groupes humains incités à se croire plus méritants que d'autres.

On discutera jusqu'à la fin des temps des différences qui séparent les Suisses romands des Suisses alémaniques. Le plaisir qu'on prend à la définition de l'autre et de soi-même pour mesurer et juger l'exercice de la cohabitation dans l'espace national n'est pas moindre en Suisse qu'en Côte d'Ivoire, en Belgique ou dans les Balkans, sauf qu'ici il est pacifique et

innocent la plupart du temps.

Le régal classificateur serait de peu de conséquences si les clichés identitaires exploités à des fins politiciennes ne faisaient pas leur retour un peu partout sur la scène européenne, par défaut de politiques unificatrices. Dans le cycle des marées idéologiques, la différenciation entre les peuples avec son cortège de récriminations se porte mieux que l'unification avec ses professions de foi.

On dit que c'est à cause de la crise. Peut-être. Il y a toujours une cause économique disponible pour expliquer les humeurs séparatrices. L'assèchement programmé des ressources des assurances sociales a sans doute inspiré aux milieux les plus zélés de l'UDC zurichoise la comparaison

saugrenue de la Suisse romande avec la Grèce. Quand l'argent trône en empereur au cœur du politique, la légitimité de ceux qui le gagnent et de ceux qui le dépensent est victime de tous les préjugés engrangés au cours de l'histoire.

En Suisse, le basculement d'une logique d'unification à une logique de différenciation n'a pourtant pas eu lieu. Au contraire: après le vote du 6 décembre 1992⁷ sur l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) qui opposait Alémaniques et Romands, ces derniers ont renoncé à leur préférence pour l'Europe par crainte de creuser davantage le fossé culturel et politique observé sur ce thème entre les différentes parties du pays. Après ce moment fortement diviseur, les